

Pays: Espagne



Commission: Conseil des secrétaires d'Etat des ministres de la Défense et des Armées

Problématique: "Comment l'UE peut-elle assurer un usage éthique du numérique ? "

Le royaume d'Espagne est un état transcontinental qui, situé en Europe du Sud, occupe la grande majorité de la péninsule ibérique. En 1986 l'Espagne intègre la CEE suite à la transition démocratique en tant qu'Etat de droit. Elle est une monarchie constitutionnelle démocratique, dont le monarque actuel est le roi Felipe VI. Hormis l'UE, l'Espagne est tout de même membre de l'OTAN, de l'OMC et de l'OCDE. Depuis 2018, l'Espagne est gouverné par le PM Pedro Sanchez, représentant du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) actuellement en coalition avec le parti de gauche radical Unidas Podemos (UP). Le gouvernement promeut des politiques progressistes, qui dans la majorité des cas sont fortement europhiles.

Le numérique est un domaine en constante évolution qui a changé notre façon de vivre, de travailler et de communiquer et se trouve aujourd'hui au cœur de l'économie européenne. L'utilisation non éthique du numérique peut encourir le risque de menacer le bien-être des utilisateurs. La pratique de collecte de données abusive ainsi que la violation de celles-ci sont la principale préoccupation d'aujourd'hui dans ce domaine. En addition à cela, L'Espagne est confrontée à une menace croissante de cyberattaques, qui peuvent engendrer de graves implications pour les entreprises et les citoyens. Les problèmes de désinformation en ligne sont également non négligeables, puisqu'ils peuvent avoir des conséquences négatives sur les élections et les processus démocratiques. Finalement, l'accès inégal aux technologies numériques est un problème de haute importance en Espagne, en particulier pour les personnes vivant dans les zones rurales et les groupes socio-économiques défavorisés. Cela peut davantage créer des disparités au niveau de l'éducation, de l'emploi et de l'inclusion sociale.

Dans le but de poursuivre la numérisation de notre société tout en cherchant à protéger les droits des utilisateurs en ligne et à promouvoir une utilisation responsable et éthique des technologies, l'UE a mis en place un programme d'action nommé "voie à suivre pour la décennie numérique". La déclaration de janvier 2022 sur les droits et les principes de la décennie numérique énonce un ensemble de principes et de droits liés à la transition numérique centrée sur les citoyens, la participation à l'espace public numérique, ainsi que la sûreté, la sécurité et l'autonomisation. L'Espagne est en faveur des politiques proposées au sein de l'UE visant à protéger les citoyens en ligne et a mis en place plusieurs initiatives pour renforcer la protection des données personnelles, améliorer la transparence et garantir la sécurité en ligne. Elle soutient également l'adoption de normes internationales pour la protection des données et encourage la coopération internationale dans ce domaine. La protection des données est une responsabilité partagée qui nécessite une action concertée à l'échelle mondiale.

En 2018, le royaume d'Espagne a adopté une loi sur la protection des données personnelles, qui met en œuvre les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne. Cette loi impose des obligations aux entreprises et aux organisations qui collectent et traitent des données personnelles, et établit des sanctions en cas de non-respect de ces obligations. L'Espagne a aussi créé l'Institut national de la cybersécurité (INCIBE) pour promouvoir la sécurité en ligne et fournir des conseils aux citoyens et aux entreprises sur les meilleures pratiques en matière de sécurité en ligne.

Dans le but de lutter contre la désinformation en ligne, une unité spécialisée a été mise en place, appelée le Laboratoire de désinformation, qui surveille les campagnes de désinformation en ligne, identifie les contenus trompeurs et les campagnes de désinformation et travaille avec les médias pour

contrer ces campagnes. L'accès aux technologies numériques dans les zones rurales et les communautés défavorisées s'est amélioré grâce au lancement d'un programme, qui vise à fournir un accès à Internet haut débit, à des équipements informatiques et à des programmes de formation pour aider les gens à se connecter en ligne et à utiliser les technologies.

Pour conclure, l'Espagne a rejoint l'initiative européenne pour la gouvernance de l'internet, qui vise à promouvoir les droits de l'homme et la démocratie en ligne. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour protéger les droits des utilisateurs en ligne en respectant un code éthique.